



Plan d'action Suisse numérique

Etat au 5 septembre 2018

Remarques:

Ce plan d'action contient les mesures de mise en œuvre de l'administration fédérale pour atteindre les objectifs de la stratégie "Suisse numérique". Il contient également une sélection de mesures prises par des tiers externes à la Confédération pour contribuer à la réalisation des objectifs de la stratégie (marqués d'un *).

La direction opérationnelle "Suisse numérique" de l'Office fédéral de la communication OFCOM décide, en concertation avec les offices fédéraux compétents, de l'intégration des mesures prises par des tiers externes à la Confédération dans le plan d'action "Suisse numérique". La publication de mesures de tiers externes à la Confédération dans le plan d'action "Suisse numérique" ne donne pas droit à un soutien financier ou personnel de l'administration fédérale.

1. Formation, recherche et innovation

1.1. La transmission des compétences permet de profiter des avantages de la numérisation

Numérisation dans le domaine de la formation

Dans le cadre de la coopération en matière de formation, la Confédération et les cantons coordonnent leurs stratégies d'intégration des TIC dans le domaine de la formation. La Confédération contribue à mettre en place des conditions: permettant d'observer l'évolution de la numérisation dans le domaine de la formation et d'élaborer des bases d'identification des besoins d'action dans toute la Suisse; permettant de promouvoir la coopération via les réseaux institutionnels et professionnels et de renforcer le dialogue entre les différentes parties prenantes dans le but d'élaborer des propositions de mesures et de solutions à l'intention des responsables de la politique de formation.

Responsable: DEFR / SEFRI
Partenaire(s): CDIP
Etat: Tâche permanente

Plan d'action dans le domaine de la formation, de la recherche et de l'innovation pour les années 2019-2010

Sur la base du rapport du SEFRI "Défis de la numérisation pour la formation et la recherche en Suisse", le plan d'action définit huit champs d'action ainsi que des mesures concrètes permettant d'exploiter les atouts de la numérisation pour la formation et la recherche.

Responsable: DEFR / SEFRI
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Plateforme nationale Jeunes et médias

En matière éducative, l'OFAS fournit en particulier aux parents, aux enseignants et aux autres personnes de référence des informations actuelles et de précieux conseils par le biais du portail jeunesetmDFIas.ch et de diverses brochures gratuites.

Responsable: DFI / OFAS
Etat: Tâche permanente

Programme de l'OCDE pour l'évaluation internationale des compétences des adultes (PIAAC)

Le PIAAC (Programme pour l'évaluation internationale des compétences des adultes) est une étude comparative internationale réalisée par l'OCDE, qui évalue les compétences de base des adultes en lecture, en mathématiques et en résolution de problèmes.

Planification et lancement de la mise en œuvre des projets au niveau national par l'OFS, en collaboration avec l'OCDE

Responsable: DFI / OFS
Partenaire(s): SEFRI, SECO, OFAS, SEM
Etat: En cours
Délai: Q4-2023

1.2. La recherche et l'innovation sont renforcées

Programme national de recherche "Mutation numérique de l'économie et de la société"

Examen d'une série de programmes nationaux de recherche (PNR) sur le thème de la "mutation numérique de l'économie et de la société". L'objectif est d'aborder en particulier des problématiques sociales centrales liées à la numérisation dans le cadre de projets de recherche interdisciplinaires.

Responsable: DEFR / SEFRI
Etat: En cours
Délai: Q4-2018

Recherche fondamentale dans le domaine de la numérisation

Renforcement de la recherche fondamentale dans le domaine de la numérisation et des TIC dans le cadre de la 5e série de Pôles de recherche nationaux: dans le cadre de la procédure en vigueur, la priorité est donnée à des projets qui renforcent la recherche fondamentale dans le domaine de la numérisation et appliquent son potentiel de manière interdisciplinaire.

Responsable: DEFR / SEFRI
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Encouragement à l'innovation par Innosuisse

Dans le cadre de l'encouragement à l'innovation par les TIC, la Confédération soutient et accélère les processus d'innovation en mettant en relation des entreprises avec des instituts de recherche à travers des projets d'innovation, selon une approche "ascendante". Le but est de mieux exploiter le potentiel d'innovation des PME. En même temps, les projets contribuent à la formation pratique de la relève scientifique. Il s'agit également d'encourager la création et le développement d'entreprises dont les activités sont basées sur la science, et de promouvoir la valorisation de la connaissance et le transfert des connaissances et des technologies entre les hautes écoles, l'économie et la société.

Responsable: DEFR / INNOSUISSE
Etat: Tâche permanente

2. Infrastructures

2.1. La Suisse dispose d'une infrastructure de communication étendue, concurrentielle, fiable et performante

Révision partielle de la loi sur les télécommunications LTC

La loi actuelle sur les télécommunications (LTC) date de 1997; une première révision partielle est entrée en vigueur en 2007. La diffusion de l'internet a profondément bouleversé le paysage des télécommunications. La révision permet d'adapter la loi aux nouvelles réalités: les attentes croissantes des consommateurs, la stimulation de la concurrence ainsi que des dérégulations et des simplifications administratives constituent les points forts du projet.

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: En cours

Mise à disposition de nouvelles fréquences de téléphonie mobile

Mise à disposition de nouvelles fréquences de téléphonie mobile (5G) et octroi des concessions par la Commission fédérale de la communication (ComCom).

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: En cours
Délai: Q2-2019

Accord DigiMig de la branche radio

Soutien à la numérisation de la diffusion radio, en application de l'accord DigiMig conclu par la branche de la radio.

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: Tâche permanente

Harmonisation globale de fréquences supplémentaires pour la 5G

Participation active de la Suisse à la Conférence mondiale des radiocommunications de l'UIT en 2019 (CMR19) dans le but d'identifier de nouvelles bandes de fréquences pour les réseaux de communication mobile large bande de la 5ème génération (5G) dans les fréquences millimétriques

Responsable: DETEC / OFCOM
Partenaire(s): BAC, MeteoSuisse
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2019

2.2. La mobilité en Suisse est intelligente, connectée et performante dans tous les domaines

Développement du programme en faveur du trafic d'agglomération

Le programme en faveur du trafic d'agglomération est en développement. Il tient compte des évolutions techniques et sociales et cherche si possible à publier un ensemble de données de mobilité clé contenant des données géographiques, opérationnelles et tarifaires définies à travers des interfaces documentées.

Responsable: DETEC / ARE
Partenaire(s): Offices DETEC
Etat: Initialisation

Révision du plan sectoriel des transports, programme partiel

Le plan sectoriel des transports est un instrument de planification et de coordination de la Confédération. Il assure la coordination des modes de transports routier, ferroviaire, aérien et maritime entre eux et avec le développement territorial. Le plan sectoriel des transports définit des objectifs et les principes applicables pour leur réalisation. Les objectifs et les principes sont contraignants pour les autorités de la Confédération et des cantons. Les plans sectoriels sont actualisés régulièrement et en fonction des besoins. Les effets de la numérisation dans le domaine de la mobilité seront pris en compte dans la prochaine actualisation du plan.

Responsable: DETEC / ARE
Partenaire(s): Offices DETEC
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Cadre d'orientation 2040 du DETEC

Le cadre d'orientation 2040 du DETEC est un document de stratégie. Il sert de cadre d'orientation pour relever les défis de la mobilité du futur. Le cadre d'orientation est périodiquement réexaminé et adapté si nécessaire. Il est complété par un monitoring qui permet d'observer les progrès accomplis et de déterminer les mesures à prendre lorsque la réalisation de l'objectif pose problème.

Responsable: DETEC / ARE
Partenaire(s): Offices DETEC
Etat: Initialisation

Intégration des thèmes de la numérisation dans la mise en réseau des niveaux de planification de l'Etat et de la mobilité

La mobilité de l'avenir est planifiée par la Confédération, les cantons, les villes et les communes, dans différents organes de coordination et d'échange. L'ARE intègre la numérisation dans la mise en réseau des niveaux de planification de l'Etat et de la mobilité, et crée, si nécessaire, de nouveaux organes et réseaux d'échange.

Responsable: DETEC / ARE
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Elaboration de conditions générales pour des prestations multimodales en matière de mobilité

De plus en plus de personnes préfèrent utiliser les moyens de transport à disposition plutôt que de faire l'acquisition de leur propre véhicule. Les prestations multimodales en matière de mobilité relient entre elles les offres des transports publics, du trafic pédestre et cycliste, du covoiturage, des taxis et les nouvelles offres de mobilité. Le but est de mettre à disposition des usagers des prestations multimodales optimales, de A à B. La Confédération élabore les conditions favorisant les prestations multimodales en matière de mobilité, afin d'exploiter les opportunités offertes et de réduire les risques qui y sont liés. Cette approche comprend les activités suivantes:

- Elaboration d'un plan de mesures pour la fourniture des données nécessaires à la mobilité, en tenant compte de la protection des données;
- Elaboration de conditions permettant une distribution ouverte des prestations en matière de mobilité;
- Rédaction d'un projet de consultation en vue de la création de bases légales permettant d'ouvrir l'accès de la distribution des TP à des tiers;
- Clarification des conditions générales pour la publication en temps réel des informations de la Confédération disponibles (OFROU).

Responsable: DETEC / OFT, OFROU
Partenaire(s): ARE, OFCOM, OFEN, Swisstopo
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2019

Collaboration dans le cadre de its-ch

La plateforme suisse de la mobilité (its-ch) promeut la modernisation et la numérisation des systèmes de transport. L'OFROU y participe activement à côté d'autres acteurs (Confédération, cantons et villes, acteurs provenant de l'économie, de la recherche et de la formation, associations).

Responsable: DETEC / OFROU
Etat: Tâche permanente

Elaboration des conditions générales pour la mise en service de véhicules automatisés et en réseau pour le transport des personnes et des marchandises

Une mobilité automatisée et en réseau contribue à une utilisation plus efficace des infrastructures et à une meilleure sécurité du trafic. Pour la mise en service de véhicules automatisés et en réseau, il faut élaborer des conditions qui permettent d'exploiter les chances offertes et en

même temps de réduire les risques qui y sont liés. Cette approche comprend les activités suivantes: - Clarification des conditions légales relatives à l'utilisation des données pour la conduite automatisée et en réseau - Clarification des besoins et des conditions nécessaires pour l'échange des données des véhicules automatisés - Analyse du niveau d'équipement de l'infrastructure numérique pour la mise en service de véhicules automatisés et en réseau - Analyse de la cybersécurité pour les véhicules automatisés et en réseau - Test de communication entre les véhicules et l'infrastructure, en collaboration avec l'industrie - Autorisation d'essais pilote de conduite automatisée sur les routes - Elaboration d'un concept de migration pour un trafic mixte avec des véhicules automatisés et non automatisés. - Paquet de recherche "Conduite automatisée"

Responsable: DETEC / OFROU
Partenaire(s): Ericsson, Swisscom
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2018

Evaluation des conséquences économiques et écologiques de la numérisation dans le domaine de la mobilité

Evaluation des conséquences économiques et écologiques de la numérisation dans le domaine de la mobilité, sur la base de différents scénarios.

Responsable: DETEC / ARE
Partenaire(s): Offices DETEC
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Projet "Tarification de la mobilité"

Dans la deuxième phase du projet, la tarification de la mobilité (Mobility Pricing) est approfondie par une analyse d'efficacité menée dans le canton de Zoug. Ces travaux visent à étudier les effets des redevances liées à l'utilisation sur la mobilité et la population. Différentes mesures sur l'évolution de la demande en matière de mobilité sont aussi examinées. En complément à l'analyse d'efficacité, le DETEC approfondit ses recherches sur d'autres questions à la demande du Conseil fédéral et de la Commission des transports du Conseil national, notamment sur la protection des données: selon le concept de tarification de la mobilité, le prix d'un trajet en train ou en voiture est fixé en fonction du profil de déplacement des usagers. Certaines questions concernant la technologie doivent aussi être examinées: la mise en œuvre de la tarification de la mobilité requiert l'enregistrement des kilomètres parcourus par moyen de transport, lieu et heure. Il faut pour ce faire recourir à des technologies infaillibles et capables d'empêcher les abus.

Responsable: DETEC / OFROU
Partenaire(s): ARE, OFT, Canton de Zug
Etat: En cours
Délai: Q2-2019

Analyse empirique des comportements en matière de mobilité avec des incitations financières dynamiques

Ce projet de recherche vise à calculer des tarifs de mobilité qui internalisent les coûts externes, en tenant compte de la neutralité fiscale d'éventuelles redevances. Des mesures empiriques sont utilisées pour étudier la réaction des usagers de la route à des "péages routiers virtuels".

Le projet analyse aussi comment les usagers de la route réagissent à des informations plutôt qu'à des incitations financières.

Responsable: DE TEC / OFROU
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2020

Infrastructure de données Mobilité électrique

Le projet vise à créer une plateforme de données fournissant des informations sur les stations de recharge pour les véhicules électriques dans l'infrastructure fédérale de géodonnées. Le but est de mettre à disposition des données de qualité sur l'infrastructure de recharge en Suisse, de manière uniforme et gratuite. Ces informations sont de nature statique (p. ex. emplacement, type de prise) et dynamique (p. ex. disponibilité du point de recharge).

Responsable: DE TEC / OFEN
Etat: En cours

Véhicules automoteurs *

Création des conditions techniques préalables: Dans les grands domaines de transformation du système de mobilité, une infrastructure numérique est nécessaire: véhicules automoteurs, connectivité / C-ITS (V2X), mobilité en tant que service (Mobility as a Service), e-mobilité.

Les véhicules automoteurs comme offre complémentaire dans les transports publics et une offre de mobilité partagée attrayante.

Responsables: CFF, ETH ntonomy, La Poste
Partenaire(s): EPF, Siemens, BMW Suisse, Ville de Zug, V-Zug, BestMile, Mobility, autres villes
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Utilisation de véhicules autonomes dans la logistique intérieure suisse *

Tester sur des tronçons d'essai les convois routiers en collaboration avec des entreprises de logistique et de fret, des entreprises de chargement, des constructeurs de véhicules et identifier le potentiel pour la Suisse. Trouver et tester des options de transport rendues plus flexibles par des solutions numérisées et par des concepts, produits et services innovants pour le long-courrier et le dernier kilomètre en Suisse, y compris la capacité opérationnelle des trains routiers pour les clients disposant d'une logistique de distribution et de collecte.

Responsables: CFF, Associations de transports
Partenaire(s): Galliker, Migros, Coop
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

SmartRail 4.0 *

En Suisse, le chemin de fer joue un rôle important et reconnu Or, la concurrence avec les autres modes de transport s'accroît, et le train doit faire un meilleur usage des ressources existantes pour proposer une offre plus flexible tout en réduisant les coûts.

Smartrail 4.0 est fondé sur de nouvelles bases, rendues possibles par le progrès technologique, y compris la numérisation et l'adoption de solutions provenant d'autres secteurs:

- Les trains sont localisés de façon continue et précise, ce qui permet d'augmenter la densité et de réduire les coûts liés aux voies.
- La planification et le contrôle du trafic ferroviaire sont automatisés et constamment mis à jour pour une résolution plus rapide des perturbations.
- Une nouvelle architecture du système de véhicule permet de simplifier l'évolutivité et l'immatriculation des véhicules, ce qui réduit leurs coûts d'exploitation.
- L'exploitation automatisée des trains (ATO - Automatic Train Operation) soutient la stabilité et la solidité de l'horaire et contribue aux économies d'énergie.
- De nouveaux postes d'aiguillage numériques commandés par des données permettent une gestion simplifiée et hautement sécurisée des opérations, ce qui permet d'automatiser davantage les centrales d'exploitation, de réduire considérablement le nombre de perturbations des postes d'aiguillage et de limiter nettement les coûts.
- La technologie 5G pour le système ferroviaire soutient l'automatisation ainsi que l'accès à distance et permet une présence en ligne continue.

Responsable: CFF
Partenaire(s): BLS, SOB, RhB, UTP
Etat: En cours

Services de mobilité numérisés *

Offres complémentaires dans les transports publics (transports publics, mobilité à la demande, mobilité partagée, etc.). Les nouveaux services de mobilité, rendus possibles par la numérisation, peuvent créer une offre attrayante et ainsi réduire considérablement les besoins en places de stationnement et la pollution de l'environnement, en particulier dans les zones urbaines. Ces services pourraient connaître une forte augmentation grâce aux véhicules automoteurs. Les exploitants de transports publics, les prestataires de services de mobilité, les villes et la Confédération doivent apprendre ensemble, dans le cadre de projets pilotes, comment garantir les effets positifs et réduire les effets négatifs de ces services grâce à une gestion adéquate. La mobilité avec des véhicules automoteurs peut donc également être introduite progressivement.

Projet: Pilotage de véhicules de partage à la demande sur des itinéraires sélectionnés ou dans des zones urbaines en tant que desserte first-last-mile pour les chemins de fer et mobilité aisée aux points de transfert intermodaux. Dans un premier temps avec les conducteurs, puis avec des véhicules automoteurs si le cadre le permet.

Responsable: CFF
Partenaire(s): Partenaires transports publics, villes
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2020

Norme numérique de modèle de bâtiment *

A l'avenir, les bâtiments et les infrastructures disposeront d'une image numérique (modèle tridimensionnel), ce qui changera de manière décisive les processus de planification, de construction et de gestion des bâtiments et des infrastructures. Des études de longue durée réalisées à l'étranger montrent que l'utilisation de la méthode BIM (Building Information Modeling) est rentable à moyen et long terme. En termes de délais et de coûts de projet, nous tablons sur une augmentation de l'efficacité de l'ordre de 5 à 10 %. En comparaison internationale, la Suisse est à la traîne dans le domaine technologique. L'objectif est d'une part que la Confédération et

toutes les entreprises qui lui sont proches (y compris les CFF) appliquent la BIM pour l'immobilier à partir de 2021 et pour les infrastructures à partir de 2025, et d'autre part qu'en 2019, la Confédération alloue à l'association "Bâtir digital Suisse" un fonds de recherche de 5 à 10 millions de francs pour le développement de cette méthode.

Responsable: CFF
Partenaire(s): Hautes-écoles (EPF, FHNW etc.) Associations (SIA, VSS, Développement suisse, Bauen Digital Schweiz, Réseau Suisse etc.)
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Initiative de l'EPF sur la mobilité *

Recherche ciblée et atouts de la formation. Investissement dans le savoir-faire en tant que contribution au développement du système de mobilité suisse. Principaux contenus de l'initiative: élargissement des compétences de recherche (création d'environ 2 à 4 nouvelles chaires d'environ 10 à 20 chercheurs chacune), création d'un "centre de mobilité" (plateforme pour promouvoir la coopération entre l'EPF et les partenaires), conseil de partenariat (le centre de mobilité organise un "Conseil de partenariat mobilité" en tant qu'organe consultatif et de soutien de l'initiative), lancement de projets de recherche (avec l'objectif d'accroître sensiblement les connaissances et les solutions technologiques par le biais de projets de recherche, en tenant compte des discussions du conseil de partenariat).

Responsable: CFF, EPF
Etat: En cours
Délai: Q4-2028

Réseau automatisé de transport par wagons complets *

La combinaison d'une technologie d'automatisation classique et de la technologie numérique en rapide évolution doit permettre la mise en œuvre d'un réseau de transport par wagons complets totalement ou partiellement automatisé. Elle permet l'augmentation significative de l'efficacité – qui constitue l'objectif principal –, l'amélioration de la transparence de la chaîne logistique, la réduction des temps de transport et l'évolution vers des profils professionnels plus attrayants et plus modernes.

Responsable: CFF
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

3. Sécurité

3.1. La protection face aux cyberrisques est assurée

Stratégie nationale de protection des infrastructures critiques 2018-2022

La stratégie définit 17 mesures permettant d'améliorer la résilience des infrastructures critiques dont fait aussi partie le secteur des TIC. Notamment en lien avec la Stratégie contre les cyber-
risques (SNPC 2.0), il s'agit d'élaborer des analyses de risques et de vulnérabilité pour tous les
secteurs partiels ainsi que de définir et de mettre en œuvre des mesures d'amélioration de la
résilience.

Responsable: DDPS / OFPP
Partenaire(s): Autorités techniques, de surveillance et de régulation (y compris l'OFCOM,
l'UPIC (SNPC), les associations, les exploitants d'infrastructures critiques
Etat: En cours
Délai: Q4-2022

Prévention des cas relatifs à la cybersécurité

Pour que des véhicules automatisés puissent être mis en service, les risques dans le domaine
de la cybersécurité doivent pouvoir être réduits au minimum, notamment grâce à des mesures
préventives. Dans le cadre de ce projet, des mesures sont développées pour prévenir et ré-
soudre les cas relatifs à la cybersécurité (plans, organisation).

Responsable: DETEC / OFROU
Etat: En cours

Loi fédérale sur la protection des enfants et des jeunes mineurs en matière de films et de jeux vidéo

Elaboration d'un projet de consultation sur une co-réglementation visant à protéger les enfants
et des jeunes mineurs contre les contenus inappropriés dans les films et les jeux vidéo (régle-
mentation de l'indication de la limite d'âge et restrictions en matière d'accès et de distribution).

Responsable: DFI / OFAS
Etat: En cours
Délai: Q1-2019

Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC 2.0)

Actualisation de la Stratégie nationale de protection de la Suisse contre les cyberrisques (SNPC
2.0).

Responsable: DFF / UPIC
Etat: En cours
Délai: Q2-2018

Aviation Security

L'OFAC travaille activement sur la cyberstratégie nationale de la Confédération et s'engage au niveau international en faveur de mesures harmonisées de lutte contre la cybercriminalité, par exemple l'ajout d'un chapitre sur la cybersécurité dans le programme national de sûreté de l'aviation ou la présidence du groupe de travail sur la cybersécurité de la Conférence européenne de l'aviation civile.

Responsable: DETEC / OFAC
Partenaire(s): UPIC, autres acteurs
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

3.2. Les opportunités de la numérisation sont utilisées pour accroître la sécurité

Petites histoires d'internet (3ème édition)

La bande dessinée relate les aventures d'une famille sur l'internet. A travers 15 petites histoires, elle vise à sensibiliser la population à une utilisation judicieuse et responsable des technologies de l'information et de la communication.

La nouvelle édition prévoit une adaptation aux thèmes d'actualités et la création de nouvelles histoires ainsi que le renforcement de la présence sur les réseaux sociaux.

Responsable: DETEC / OFCOM
Partenaire(s): BFC, PFPDT, MELANI, SCOCI, SKP-PSC
Etat: En cours
Délai: Q3-2019

Gestion du trafic aérien sans pilote (UTM / U-Space)

L'OFAC coordonne la création d'un système numérique et automatisé pour la sécurité aérienne (UTM / U-Space) en Suisse. Dans une première phase, hormis la gestion de l'espace aérien, celui-ci est centré sur les drones et comprend des fonctions telles que l'identification à distance de drones ou la gestion des risques concernant les personnes et les objets au sol, ainsi que l'automatisation des processus de certification.

Responsable: DETEC / OFAC
Partenaire(s): Cantons, acteurs du privé (p.ex. Skyguide, exploitants de réseau mobile)
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Kit de démarrage en matière de cybersécurité pour les PME *

Kit de démarrage pour aider les PME suisses à améliorer la cyberhygiène dans leur organisation ainsi qu'un plan de cybersécurité et une liste de contrôle pour faire face aux cybermenaces.

Responsable: digitalswitzerland
Partenaire(s): ITC Switzerland, MELANI, Swiss Cyber Expert, partenaires privés
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2018

4. Ressources naturelles et énergie

4.1. L'utilisation des ressources de la numérisation est optimisée

Rapport sur les chances et les risques de la numérisation pour la protection de l'environnement

La numérisation peut bouleverser complètement la cohésion sociale et le fonctionnement de l'économie. L'OFEV élabore un aperçu des chances et ses risques pour la protection de l'environnement et examine les défis et les moyens d'action de la politique de l'environnement.

Responsable: DETEC / OFEV
Partenaire(s): Haute école spécialisée bernoise BFH
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2019

Elaboration d'un bilan écologique pour de nouvelles prestations multimodales en matière de mobilité

Le DETEC veut réduire de manière marquée les atteintes à l'environnement occasionnées par les émissions dues au trafic. Ceci n'est possible que si les nouvelles prestations multimodales en matière de mobilité génèrent moins d'émissions. Un bilan écologique est établi pour le vérifier.

Responsable: DETEC / OFEV
Etat: Initialisation

Energy Challenge

L'acquisition d'expériences et la création de valeurs ajoutées et d'avantages grâce à la virtualisation est constamment soutenue. Il peut s'agir par exemple de la visite virtuelle de bâtiments, afin de déterminer le potentiel de mesures d'efficacité énergétique. Des applications sont développées à cette fin.

Responsable: DETEC / OFEN
Etat: En cours

Campagne de sensibilisation "Centres de données et efficacité énergétique"

Lancement de la campagne de sensibilisation "Centres de données et efficacité énergétique". Avec la numérisation, le nombre de centres de données augmente, tout comme la consommation d'énergie. Celle-ci peut être réduite grâce à l'optimisation des centres de données.

Responsable: DETEC / OFEN
Etat: En cours

4.2. Le système d'approvisionnement énergétique est intelligent, sûr, performant et fiable

Révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité

Les conditions pour le marché électrique sont encore améliorées dans le cadre de la révision de la loi sur l'approvisionnement en électricité. La numérisation croissante dans ce secteur est implicitement stimulée, notamment à travers des spécifications relatives à un échange d'informations et de données rentable et de qualité et un ensemble de règles optimisé pour l'utilisation de la flexibilité dans le système (aussi gestion intelligente de la production et de la consommation).

Responsable: DETEC / OFEN

Etat: En cours

Lancement de la plateforme de dialogue sur la numérisation dans le domaine de l'énergie

Une diffusion des connaissances sur différents thèmes entre un grand nombre de groupes d'intérêts est nécessaire pour soutenir la numérisation croissante dans le secteur énergétique et éliminer les obstacles. La création d'une plateforme dédiée permet d'approfondir des thèmes choisis de portée particulière avec les principaux groupes d'intérêt. La diffusion des connaissances, ainsi qu'une reconnaissance précoce des obstacles éventuels et des besoins d'agir doivent permettre d'identifier des possibilités de projets pilotes et de démonstration, ce qui doit conduire à moyen terme à un nouveau développement du secteur énergétique.

Responsable: DETEC / OFEN

Etat: En cours

Applications pour les énergies renouvelables

Dans le cadre de la promotion des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, le site internet de l'OFEN propose des applications interactives et des services numériques. On y trouve plusieurs instruments de géoinformation qui fournissent entre autres des cartes de narration (storymaps) comportant des informations importantes, par exemple sur l'énergie hydraulique, l'énergie éolienne, la biomasse, la géothermie, etc. Le Guichet Unique Energie éolienne propose un portail en ligne pour les autorisations fédérales en lien avec l'éolien. Divers calculateurs et instruments en ligne sont également disponibles sur SuisseEnergie.ch, entre autres: Sonnendach.ch, une application numérique qui permet de déterminer le potentiel solaire de son toit; le calculateur solaire, qui détermine combien d'énergie solaire peut être produite sur le toit et combien cela coûte; Check-devis-solaire, un comparatif en ligne des offres de photovoltaïques; Check-bâtiment-chauffage, un comparatif en ligne déterminant le système de chauffage le plus adéquat pour la maison. L'OFEN et SuisseEnergie soutiennent régulièrement le lancement et le développement de telles applications numériques.

Responsable: DETEC / OFEN

Etat: Tâche permanente

Projets et applications en lien avec la numérisation dans le domaine de l'énergie

L'OFEN soutient divers projets en relation avec la numérisation croissante dans le domaine de l'énergie (énergies renouvelables, efficacité énergétique) à travers les programmes d'encouragement suivants: Recherche énergétique, Programme pilote et de démonstration, Programme

phare de l'OFEN, ProKilowatt et SuisseEnergie. Il convient notamment de mentionner ici le projet Smart Grid Ready, qui vise à définir un profil d'exigences de normes que les fabricants doivent proposer pour que les maisons deviennent toujours plus compatibles et contrôlables. Le projet FERIZ encourage les propriétaires de maisons et d'appartements de vacances à équiper leur système de chauffage d'une télécommande permettant d'éteindre le chauffage à distance lorsque les locaux ne sont pas habités. Des applications soutenant l'efficacité énergétique sont également proposées et développées, par exemple l'application Les mercrDFIs du vélo, qui encourage la mobilité douce, l'application co2 au plancher, qui fournit des informations pour l'achat de véhicules peu gourmands en énergie, ou l'application ecodrive, qui promeut la conduite économe en énergie sous une forme ludique.

Responsable: DETEC / OFEN
Etat: Tâche permanente

4.3. Les réseaux d'énergie en Suisse sont intelligents, sûrs et performants

Travaux de mise en œuvre de la Stratégie énergétique 2050

Les premières conditions cadres pour la numérisation du secteur et le développement des réseaux électriques intelligents (Smart Grids) sont ancrées dans la Stratégie énergétique 2050 et dans la législation (LApEI, OApEI). Celle-ci régit en particulier l'introduction de systèmes de mesure intelligents (Smart Meters) et leur sécurité IT, l'utilisation de la flexibilité (soit la gestion numérique de la production et de la consommation, pour cette dernière également la gestion orientée en fonction de la demande) ainsi que l'utilisation des données provenant des systèmes de mesures intelligents. La mise en œuvre est principalement basée sur des approches numériques et conduit à la numérisation de l'ensemble du secteur. L'OFEN accompagne la mise en œuvre.

Responsable: DETEC / OFEN
Partenaire(s): METAS
Etat: En cours

5. Participation politique et cyberadministration

5.1. Le service public dans le domaine des médias stimule la participation politique et renforce la démocratie

Loi sur les médias électroniques

Le principe de remplacer l'actuelle loi fédérale sur la radio et la télévision (LRTV) par une nouvelle loi sur les médias électroniques avait été posé en juin 2016 dans le rapport du Conseil fédéral sur le service public dans le domaine des médias. Après la consultation, qui court jusqu'au 15 octobre, le Conseil fédéral élaborera son message au Parlement, en tenant compte des avis exprimés.

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: En cours
Délai: Q3-2018

5.2. La population et l'économie peuvent utiliser les canaux électroniques pour participer à la vie politique

Vote électronique

Projet "Vote électronique": travaux en vue de l'introduction généralisée du vote électronique et passage à la mise en exploitation du e-Vote.

Responsable: ChF
Partenaire(s): Cantons
Etat: Tâche permanente

5.3. La population et l'économie peuvent mener efficacement leurs démarches administratives en ligne

Swiss National Action Plan for Electronic Exchange of Social Security Information SNAP-EESSI

Echange numérisé d'informations entre des institutions d'assurances sociales suisses et des Etats membres de l'UE/AELE. Intégration du projet de l'UE EESSI en Suisse.

Responsable: DFI / OFAS
Etat: En cours

Plateforme EasyGov.swiss

Développement du guichet unique "EasyGov.swiss" pour les entreprises, avec un meilleur accès à l'administration et davantage de fonctionnalités.

Responsable: DEFR / SECO
Partenaire(s): Diverses autorités de la Confédération, des cantons et des communes
Etat: En cours
Délai: Q4-2023

La mise en œuvre de la stratégie de cyberadministration en Suisse

La Confédération, les cantons et les communes poursuivent une stratégie commune de cyberadministration, dans le but de mettre en œuvre le principe directeur suivant: fournir des services administratifs électroniques transparents, avantageux et sécurisés à la population, l'économie et l'administration.

Responsable: DFF / E-Government Suisse
Partenaire(s): Cantons
Etat: Tâche permanente

Conditions générales dans le domaine douanier

Vérification et simplification des conditions générales dans le domaine douanier. La numérisation a lieu dans le cadre du programme de transformation DaziT (transformation de l'AFD / AFD 4.0)

Responsable: DFF / AFD
Etat: En cours
Délai: Q1-2026

Développement de la stratégie Open Government Data (Stratégie OGD)

Développement de la stratégie Open Government Data (Stratégie OGD) sous forme d'une stratégie de données pour le gouvernement et l'administration. Il convient d'envisager, au cas par cas, une adaptation des bases juridiques et d'élaborer des lignes directrices en matière de gouvernance.

Responsable: DFI / SG-DFI
Etat: En cours
Délai: Q4-2018

Actualisation de la Stratégie suisse de cyberadministration

Une stratégie actualisée sera élaborée en coopération avec des spécialistes de la cyberadministration et adoptée après consultation de tous les niveaux institutionnels.

Responsable: DFF / E-Government Suisse
Partenaire(s): Cantons
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

5.4. Les modules de base et l'infrastructure pour un élargissement de l'administration numérique à l'ensemble du territoire sont disponibles au niveau national

Fédération suisse d'identités (FSI): organe responsable

En 2018, l'accent est mis sur la clarification et la mise en place d'un organe responsable de la FSI. Le SECO effectue une enquête auprès de services de l'administration fédérale, des cantons et des communes. La constitution d'un organe responsable et l'organisation de la FSI seront décidées sur la base des résultats de l'enquête. Le SECO remettra la FSI au nouvel organe au plus tard fin 2019.

Responsable: DEFR / SECO
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Loi fédérale sur les services d'identification électronique

Lors de sa séance du 1er juin 2018, le Conseil fédéral a adopté le message relatif à la loi fédérale sur les services d'identification électronique (LSIE) à l'intention du Parlement. La loi sur l'identification électronique crée la base de la publication de moyens électroniques d'identification qui permettent aux individus de s'identifier dans l'espace numérique sur la base de données

approuvées par l'État. Les délibérations du Parlement sur le message devraient débiter à l'automne 2018. La loi sur l'identification électronique devrait entrer en vigueur au début de 2021. Pour atteindre cet objectif, les tâches doivent être réparties entre le secteur public et le secteur privé conformément à la loi sur l'identification électronique. L'État continuera à remplir sa tâche principale : la vérification et la confirmation officielle de l'identité d'une personne. Cependant, étant donné la dynamique du changement technologique, il ne serait pas en mesure de développer et de produire lui-même les moyens techniques d'identification. Le secteur privé est plus proche des utilisateurs et des technologies numériques nécessaires et est mieux à même de remplir cette fonction.

Responsable: DFJP / OFJ, FEDPOL
Etat: En cours
Délai: Q1-2021

Service national d'adresses

Il n'existe actuellement aucun service national pouvant être utilisé par les unités administratives pour valider, rechercher ou faire correspondre les adresses résidentielles actuellement valides. A l'avenir, les administrations publiques de la Confédération, des cantons et des communes pourront accéder aux adresses des résidents de toute la Suisse par l'intermédiaire des services nationaux d'adresses (NAD).

Responsable: DFJP / OFJ
Etat: En cours
Délai: Q4-2022

5.5. La mise en réseau est renforcée à tous les échelons fédéraux

Développement du dialogue sur la numérisation avec les cantons

Les possibilités d'échanges réguliers entre le Conseil fédéral et les cantons sur les principaux thèmes liés à la numérisation, p. ex. dans le cadre de la Conférence des gouvernements cantonaux CdC.

Responsable: OFCOM
Partenaire(s): OFJ, UPIC/E-GOV
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2019

Rapport sur les mesures de la Confédération dans le domaine de la civic tech (technologie civique) et des consultations

Le rapport présente les mesures possibles et le plan d'action prévu par la Confédération dans les domaines de civic tech et des consultations. Ce rapport répond aux postulats 17.4017 Müller Damian "Profiter des opportunités offertes par les technologies civiques" et 17.3149 Hausamann "Uniformiser et rendre plus efficace la procédure de consultation".

Responsable: ChF
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

6. Economie

6.1. La Suisse se distingue par un taux d'activité élevé et des rapports de travail de qualité

Flexibilisation dans le droit des assurances sociales (Flexi-Test)

Examen de la nécessité d'une flexibilisation dans le domaine du droit des assurances sociales et évaluation d'options concrètes.

Responsable: DFI / OFAS
Partenaire(s): DEFR, DFJP, DFF
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Stratégie concernant le personnel de l'administration fédérale 2020 – 2023: sous le signe de la numérisation

La numérisation pose un défi à l'administration fédérale également en tant qu'employeur. Celle-ci doit repenser et adapter ses structures, ses systèmes et ses processus. Les tâches changeant, les approches doivent être de plus en plus interdisciplinaires et souples. L'évolution des domaines d'activité et des profils professionnels impose de nouvelles exigences aux employés et aux cadres.

Avec sa stratégie en matière de personnel 2020 – 2023, le Conseil fédéral crée les bases nécessaires pour que l'administration fédérale puisse continuer à attirer et à retenir suffisamment de collaborateurs grâce à de bonnes conditions de travail. L'administration fédérale ne peut remplir sa mission et fournir un service public efficace et de qualité qu'avec des employés efficaces et motivés.

Responsable: DFF / OFPER
Etat: En cours
Délai: Q4-2023

6.2. La Suisse offre un espace pour le déploiement de nouveaux modèles commerciaux et dispose d'un vivier diversifié de start-ups, capables de lancer rapidement des innovations sur le marché

Modification de l'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux

L'ordonnance sur le bail à loyer et le bail à ferme d'habitations et de locaux commerciaux est complétée par une disposition sur le consentement général à la sous-location répétée de courte durée. Outre la possibilité de consentement général, la disposition régleme aussi la demande de location et concrétise pour le bailleur le motif légal de refus portant sur les inconvénients majeurs.

Responsable: DEFR / OFL
Etat: En cours
Délai: Q1-2019

Test numérique

Identification des éléments de la législation pertinents du point de vue de la politique économique en vigueur qui entravent inutilement la numérisation ou sont devenus redondants (test numérique).

Responsable: DEFR / SECO
Etat: En cours
Délai: Q4-2018

6.3. Un secteur des fintech innovant et mondial garantit la compétitivité de l'industrie financière suisse

Groupe de travail Blockchain/ICO

Le groupe de travail évalue le cadre juridique pour les applications spécifiques de la technologie de la blockchain au secteur financier, avec un accent particulier sur les initial coin offerings (ICO).

Responsable: DFF / SFI
Partenaire(s): OFJ, FINMA
Etat: En cours
Délai: Q4-2018

6.4. Les villes, communes et régions de Suisse se distinguent par une capacité d'innovation élevée

Géodesign: une solution pour une pesée des intérêts dans l'aménagement du territoire?

Géodesign vise à concevoir la planification de manière participative et interactive sur la base de géoinformations. L'ARE teste la méthode dans le cadre d'un workshop, puis définit la suite du processus.

Responsable: DETEC / ARE
Partenaire(s): Offices DETEC
Etat: Initialisation
Délai: Q3-2019

Projets-modèles pour un développement territorial durable: 2020-2024

Projets-modèles pour un développement territorial durable: priorités pour les années 2020 à 2024 "Utiliser les opportunités de la numérisation pour l'intérêt général / le service universel coordonné au niveau régional". Grâce aux projets-modèles, la Confédération cherche à utiliser les possibilités offertes par la numérisation afin de promouvoir des solutions efficaces et coordonnées entre les communes pour la fourniture des prestations relevant du service universel.

Responsable: DETEC / ARE
Partenaire(s): SECO, OFAG, OFSP
Etat: En cours
Délai: Q4-2024

Soutien à la capacité d'innovation des régions et des villes

Un grand nombre de villes, de cantons et de communes utilisent le potentiel offert par la numérisation pour mettre en place des initiatives Smart City, Smart Village ou Smart Region. Ils contribuent de la sorte à l'image d'une Suisse moderne et ouverte où il fait bon vivre. Différents offices fédéraux les soutiennent déjà aujourd'hui. Il s'agit de renforcer la coordination des activités de la Confédération grâce à un concept commun et un plan de mesures. Le but visé est d'exploiter les synergies, éliminer d'éventuels doublons et d'améliorer l'acceptation et la visibilité de ces initiatives, tant au niveau national qu'international.

Responsable: DETEC / SG-DETEC
Partenaire(s): ARE, OFROU, OFT, OFEN, SECO, swisstopo
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2018

Smart City Hub Switzerland *

Le Smart City Hub Suisse a été fondé le 2 juillet 2018 pour promouvoir au niveau national l'idée de la ville intelligente en Suisse et pour mettre les acteurs en réseau. L'association permet de traiter des thèmes importants pour la Suisse liés à la ville intelligente. Elle est un complément aux différents groupements régionaux (p. ex. Smart Regio Basel, Smart Capital Region). Une autre de ses tâches centrales consiste à soutenir ses membres dans la mise en œuvre de projets publics et privés.

Responsable: Villes de St. Gallen, Winterthur, Zurich et Zug, La Poste, CFF, Swisscom
Partenaire(s): OFEN
Etat: Initialisation

Digital City Twin *

Création d'un modèle 3D (Digital Twin) au moyen d'une caméra haute résolution et collecte de données provenant de différentes sources. Cette plateforme logicielle permet de développer et de tester l'interconnexion et la gestion des infrastructures (p. ex. mobilité, télécommunications, énergie, logistique, approvisionnement et élimination) avec de nouvelles technologies. Dans un premier temps, le Digital City Twin sera conçu pour Bâle en tant que ville pionnière.

Responsable: Nomoko, CFF
Partenaire(s): Swisscom, La Poste, AMAG
Etat: Initialisation
Délai: Q4-2020

Smart Villages *

L'objectif du projet est de préparer les communautés des régions alpines à reconnaître et à utiliser les opportunités de la numérisation. Il ne s'agit pas seulement d'innovation technique, mais aussi d'impliquer les acteurs concernés dans les groupes de parties prenantes dits régionaux. SAB est le chef de file de l'ensemble du projet Smart Villages et réalisera également des projets pilotes dans cinq communautés test dans le Haut-Valais. La région de Lucerne Ouest participe également au projet et sera une zone d'essai indépendante. La participation suisse est soutenue dans le cadre de la nouvelle politique régionale.

Responsable: SAB
Partenaire(s): Région Lucerne Ouest
Etat: En cours
Délai: Q4-2021

6.5. Les technologies dans le domaine de l'agriculture intelligente contribuent à la compétitivité et la durabilité de l'agriculture suisse

Charte sur la numérisation dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire suisses

La Charte concrétise la mise en œuvre de la stratégie "Suisse numérique" pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire. Elle comprend douze lignes directrices relatives au traitement des données et aux applications. Ces lignes directrices précisent et complètent les domaines d'action et les objectifs principaux de la stratégie "Suisse numérique" pour l'agriculture et le secteur agroalimentaire.

Responsable: DEFR / OFAG
Etat: En cours

Communauté réunie autour de la Charte sur la numérisation dans l'agriculture et le secteur agroalimentaire

Sur le modèle de la Stratégie "Suisse numérique", un dialogue mettant en relation tous les groupes d'intérêt est lancé en parallèle à la Charte. Ce dialogue vise à établir une conscience commune, à encourager la collaboration, à définir les besoins d'action et en dernier ressort à mettre en œuvre la stratégie.

Responsable: DEFR / OFAG
Etat: En cours

6.6. La Suisse saisit les opportunités qui s'offrent à elle compte tenu de l'espace économique virtuel international

Marché intérieur numérique de l'UE

Coordination des contacts de l'administration fédérale avec l'UE dans le domaine de la Stratégie pour un marché intérieur numérique (Digital Single Market).

Responsable: DETEC / OFCOM
Partenaire(s): DFAE, DEFR, DFF
Etat: Tâche permanente

7. Données, contenus numériques et intelligence artificielle

7.1. La Suisse dispose d'une base légale moderne et cohérente concernant les droits relatifs aux données, à l'accès à celles-ci et à leur utilisation

Révision de la loi fédérale sur la protection des données

Dans le cadre de la révision en cours de la loi fédérale sur la protection des données (LPD): examiner les possibilités d'étendre le droit fondamental à l'autodétermination informationnelle aux utilisateurs de TIC; but: améliorer la transparence et le contrôle des données propres par les utilisateurs de TIC, et renforcer les organes de contrôle.

Responsable: DFJP / OFJ
Etat: En cours

7.2. La création de valeur au moyen de données renforce l'attrait de l'espace économique suisse

Mise en place d'une organisation suisse dans le domaine des normes en matière de géoinformation

Clarification de la gouvernance et de la responsabilité en ce qui concerne les normes dans le domaine de la géoinformation; la position par rapport aux normes nationales doit être concrétisée dans une nouvelle organisation.

Responsable: DDPS / swisstopo
Partenaire(s): GCS, CCGEO, OSIG
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Géolocalisation (location based services, LBS)

Elaboration d'une stratégie et proposition de services et prestations de géolocalisation en fonction des besoins du marché. Rapport avec stratégie: 3e trimestre 2018 Décision de la direction de swisstopo: 1er semestre 2019 Nouveaux services: dès 2020

Responsable: DDPS / swisstopo
Partenaire(s): OFROU, CFF
Etat: En cours
Délai: 2020

Big Data for Official Statistics

Représentation de l'Office fédéral de la statistique dans le Groupe de travail mondial de l'ONU sur l'utilisation des mégadonnées en statistique officielle.

Responsable: DFI / OFS
Etat: Tâche permanente

7.3. Matière première d'une société et d'une économie numériques, les bases de données appropriées sont disponibles en libre accès

Géodonnées de la Confédération: bases légales pour l'OGD

Afin de pouvoir mettre à disposition les géodonnées de la Confédération comme Open Government Data OGD, de nouvelles bases légales doivent être créées et mises en vigueur (p. ex. adaptation de l'ordonnance sur les émoluments de swisstopo).

Responsable: DDPS / swisstopo
Partenaire(s): GCS
Etat: En cours
Délai: Q1-2020

Big data et sciences numériques du domaine des EPF

Soutien du thème prioritaire "big data et sciences numériques" du domaine des EPF

Responsable: DEFR / SEFRI
Partenaire(s): Domaine des EPF
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Programme de recherché national sur les mégadonnées

Programme de recherche national 75 "megadonnées" du Fonds national suisse.

Le PNR 75 se penchera sur les questions techniques liées aux mégadonnées (infrastructures, apprentissage automatique, sécurité), étudiera les défis sociétaux (acceptabilité sociale, réglementation, impact économique) et soutiendra le développement de nouvelles applications.

Responsable: DEFR / SEFRI
Partenaire(s): FNS
Etat: En cours

Stockage et exploitation séparés des données statistiques

Examen de la question du stockage et de l'exploitation séparés des données statistiques et des données non statistiques dans le domaine d'influence de OFS, en vue de la réalisation des projets touchant les données de base. Les résultats seront présentés au Conseil fédéral d'ici au 30 juin 2019.

Responsable: DFI / OFS
Partenaire(s): UPIC
Etat: En cours
Délai: Q2-2019

Projet pilote sur l'utilisation multiple des données de base

Réalisation d'un projet pilote sur l'utilisation multiple des données de base à des fins statistiques. Un rapport sur les résultats de ce projet pilote sera présenté au Conseil fédéral d'ici au 30 juin 2019.

Responsable: DFI / OFS
Partenaire(s): SECO, UPIC
Etat: En cours
Délai: Q2-2019

Utilisation des données dans le système de la statistique publique

En collaboration avec les autres départements, de créer les conditions nécessaires à la mise en oeuvre de la motion 16.4011 du groupe libéral-radical « Numérisation. Eviter les récoltes de données en parallèle ». Il s'agira d'examiner les modifications légales nécessaires afin d'utiliser les données administratives et des registres de la Confédération ainsi que des cantons, et afin d'améliorer la coordination de l'utilisation des données dans le système de la statistique publique. Les résultats de cet examen seront présentés au Conseil fédéral d'ici au 30 juin 2019.

Responsable: DFI / OFS
Etat: En cours
Délai: Q2-2019

Enquête auprès des ménages et des individus sur l'accès et les usages d'internet

L'enquête sur l'accès et les usages d'internet est une enquête menée par l'Office fédéral de la statistique auprès de 3000 personnes. Elle est cofinancée par l'Office fédéral de la statistique et l'Office fédéral de la communication sur la base d'une convention qui est renouvelée à intervalle régulier. L'enquête suit le modèle proposé par l'Union européenne, ce qui permet d'obtenir des résultats comparables avec ceux de nos principaux partenaires économiques. Les données récoltées sont fondamentales pour alimenter le système d'indicateurs de suivi de la Stratégie Suisse numérique.

Responsable: DFI / OFS, OFCOM
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

7.4. Les personnes vivant en Suisse peuvent exercer un contrôle sur leurs propres données

Nouvelle stratégie fédérale pour la géoinformation

La nouvelle gestion dynamique des données (big data, données d'analyse prédictive, IoT, BIM, Linked Data, etc.) apporte une aide considérable pour modifier les politiques publiques et les rendre plus efficaces en termes écologique, financier ou de bien-être pour les citoyens. C'est l'émergence d'un nouveau moteur pour les systèmes d'information géographique des territoires.

Responsable: DDPS / swisstopo
Partenaire(s): GCS, CCGEO, SOGI
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Harmonisation et agrégation des géodonnées de base relevant du droit fédéral, en collaboration avec les cantons

Les tâches, les compétences et les responsabilités doivent être clairement définies (à l'échelon vertical et horizontal de la structure fédérale). La compétence pour les produits harmonisés n'est pas non plus réglée. Il s'agit en outre de soutenir l'harmonisation des géodonnées de base avec les cantons.

Responsable: DDPS / swisstopo
Partenaire(s): GCS, CCGEO, divers offices fédéraux
Etat: En cours
Délai: Q4-2023

Mise en place d'une organisation suisse pour le pilotage et la refonte de l'infrastructure nationale de géodonnées (INDG)

Sur la base de l'infrastructure de géodonnées de la Confédération, l'infrastructure nationale de géodonnées (INDG) doit être développée (organisation) et exploitée (technique) en collaboration avec les cantons, les communes, l'économie privée et la recherche.

Responsable: DDPS / swisstopo
Partenaire(s): GCS, CCGEO, SOGI
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Initiative sur les données *

La Suisse se situe aujourd'hui dans le dernier tiers de l'Open Data Index mondial. Les données présentant une utilité économique (p. ex. données sur la géographie, la mobilité, la météo, l'aménagement du territoire) ne sont pas suffisamment utilisées en raison de leur manque d'accessibilité. Sous la garantie de la protection des données et des intérêts économiques, les données de la Confédération, des cantons, des communes, des entreprises liées à la Confédération et des entreprises privées sont publiées sous une forme différenciée et lisible par machine (ouvertes: librement accessibles; restreintes: accompagnées, contre rémunération, de conditions d'utilisation limitées fermées: aucune publication). Les données ouvertes et restreintes sont commercialisées spécifiquement pour l'innovation dans les entreprises et les universités (p. ex., hackathons, coordination avec les agendas d'innovation et de recherche). D'ici fin 2019, la Suisse s'améliore en se positionnant dans le tiers supérieur de l'indice mondial des données ouvertes.

Responsable: CFF
Partenaire(s): La Poste, Swisscom
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Garantir le traitement confidentiel des données sur la mobilité des clients en Suisse *

La déclaration commune de confidentialité des données regroupe les énoncés relatifs à la confidentialité des données, que l'on trouve aujourd'hui dans différents tarifs, conditions générales et déclarations de confidentialité des données des UT.

Elle est communiquée de manière transparente aux clients et sera probablement ancrée dans les tarifs de la branche.

Elle constitue une directive contraignante pour toutes les UT et les associations quant à ce qu'elles doivent promettre au client.

Responsable: CFF
Partenaire(s): Organisations et entreprises de transports publics en Suisse
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

7.5. Les conditions pour une utilisation transparente et responsable de l'intelligence artificielle sont optimisées

Groupe de travail sur l'intelligence artificielle

Un groupe de travail interne à la Confédération sur le thème de l'intelligence artificielle est constitué. Il doit assurer l'échange de connaissances et d'opinions et permettre la coordination des positions, notamment en vue de représenter les intérêts de la Suisse dans les instances internationales. En outre, il est chargé de rédiger d'ici la mi-2019 à l'attention de la CSG des recommandations pour l'utilisation transparente et responsable de l'intelligence artificielle.

Responsable: DEFR / SEFRI
Partenaire(s): OFJ, OFS, AFD, SFI, OFCOM, DFAE
Etat: Initialisation
Délai: Q2-2019

7.6. L'accès aux contenus numériques est amélioré

Portabilité transfrontalière des contenus

La Suisse suit les propositions législatives menées dans l'UE en vue de l'harmonisation des systèmes nationaux de droits d'auteur; dans les relations Suisse/UE, elle s'engage en faveur d'une portabilité transfrontalière des contenus acquis légalement par les utilisateurs.

Responsable: DFJP / IPI
Etat: Tâche permanente

8. Société, santé et culture

8.1. Les technologies et les prestations novatrices favorisent la participation à la vie sociale et l'intégration sur le marché du travail

Active and Assisted Living (AAL)

Dans le cadre de la coopération internationale dans le domaine de la recherche et de l'innovation, la Confédération soutient, dans le programme européen "Active and Assisted Living" (AAL), le développement de solutions techniques permettant aux personnes âgées et handicapées de vivre et de travailler de manière autonome et d'accroître leurs compétences numériques.

Responsable: DEFR / SEFRI
Etat: Tâche permanente
Délai: Q4-2020

Des bureaux de postes en tant que centres numériques: physiques et numériques *

Les bureaux de poste sont des lieux où le monde physique et le monde numérique se rencontrent. Les services physiques et numériques doivent être fournis à la population sous un même toit et de manière compétente. D'ici 2025, il convient de faire des bureaux de poste des centres numériques, si possible en collaboration avec des partenaires sur la base de l'infrastructure de réseau existante.

Responsable: La Poste
Etat: En cours
Délai: Q4-2025

8.2. La mise en réseau des acteurs dans le domaine de la santé permet d'instaurer des services de santé taillés sur mesure

Stratégie Cybersanté Suisse

Actualisation de la Stratégie Cybersanté Suisse de 2007.

Responsable: DFI / OFSP
Etat: En cours
Délai: Q4-2018

8.3. L'accès facilité à la création numérique et au patrimoine culturel renforce la participation culturelle

Conservation des fonds analogiques numérisés ou numériques de la Bibliothèque nationale

Développement d'un archivage multi-tenant et multi-entité pour la conservation des fonds analogiques numérisés ou numériques de la Bibliothèque nationale (collection générale), des Archives littéraires suisses et de la Phonothèque nationale suisse.

Responsable: DFI / BN
Partenaire(s): ALS, PNS
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Programme de soutien pour le design et les médias interactifs numériques

Introduction d'un programme de soutien coordonné pour le design et les médias interactifs numériques (applications mobiles, jeux sur ordinateur, etc.).

Responsable: DFI / OFC
Partenaire(s): PRO HELVETIA
Etat: En cours
Délai: Q4-2020

Accès en ligne aux archives

Accès en ligne aux archives de la Confédération et mise en place d'une infrastructure de numérisation.

Responsable: DFI / AFS
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Accès au patrimoine culturel audiovisuel et imprimé

Développement de l'accès électronique au patrimoine culturel audiovisuel et imprimé de la Suisse; soutien de l'archivage à long terme des biens culturels (p. ex. fonds de films) en formats numériques; soutien de publications en formats numériques dans le cadre de la promotion de la lecture et de la littérature.

Responsable: DFI / BN
Partenaire(s): BAC
Etat: Tâche permanente

9. Engagement international

9.1. La Suisse participe activement à la discussion internationale sur l'avenir de l'espace numérique et de sa gouvernance

Groupe de haut niveau sur la coopération numérique du Secrétaire général de l'ONU

Soutien des travaux du Groupe de haut niveau sur la coopération numérique, notamment de la Conseillère fédérale Doris Leuthard en qualité de membre de ce groupe, pour l'amélioration de la gouvernance numérique mondiale.

Responsable: DETEC / OFCOM
Partenaire(s): DFAE
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Promotion de plateformes mondiales de dialogue multipartite sur la numérisation

Promotion et soutien de plateformes de dialogue multipartite inclusives sur les défis de la numérisation, notamment le Forum sur la gouvernance d'Internet (FGI) des Nations-Unies, le Dialogue paneuropéen sur la gouvernance de l'Internet (EuroDig) et la plateforme nationale Swiss IGF, ainsi que d'autres processus importants pour l'articulation et la défense des intérêts suisses.

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: Tâche permanente

Présidence du Comité directeur sur les médias et la société de l'information (CDMSI) du Conseil de l'Europe

Utilisation de la présidence de la Suisse pour promouvoir l'Etat de droit et les droits de l'homme et développer l'écosystème médiatique dans la société numérique.

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: En cours
Délai: Q4-2019

Développement de la démocratie sur la base d'une autodétermination numérique

Constitution d'un réseau international afin de développer des conditions globales pour les technologies et les innovations permettant aux êtres humains de partager leurs données pour le bien de la collectivité, de participer à la construction d'écosystèmes économiques et sociaux (y compris l'intelligence collective) et de prendre part à la démocratie numérique de manière indépendante et informée.

Responsable: DFAE en collaboration avec DETEC / OFCOM
Etat: Initialisation

Soutien à la Geneva Internet Platform (GIP)

Soutien à la Geneva Internet Platform (GIP) en vue de renforcer Genève en tant que place internationale de premier plan pour la transmission des connaissances et des compétences, également dans les domaines de la cybersécurité et de la gouvernance de l'internet.

Responsable: DFAE
Partenaire(s): OFCOM
Etat: En cours
Délai: Q4-2023

Travaux de suivi du SMSI+10

Représentation et coordination actives de la position de la Suisse dans les travaux de suivi de la réunion de haut-niveau sur le SMSI+10 de l'Assemblée générale de l'ONU 2015, dans les processus majeurs notamment l'AGNU, le FGI ONU, le CSTD, l'ICANN, l'UIT, l'UNESCO (travaux de suivi SMSI), le Conseil de l'Europe, l'OCDE et EuroDIG.

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: Tâche permanente

Projet "Future of Internet Initiative"

Collaboration avec le Forum économique mondial et soutien au projet "Future of Internet Initiative".

Responsable: DETEC / OFCOM
Etat: Tâche permanente

9.2. La Suisse s'engage pour un espace numérique sécurisé et fiable

Cadre juridique mondial pour un cyberspace sûr

Promotion d'un cadre juridique à l'échelle mondiale, instauration de la confiance et renforcement des capacités garantissant un cyberspace sûr.

Responsable: DFAE
Etat: Tâche permanente

9.3. La Suisse s'engage pour atteindre les objectifs de l'Agenda 2030 de l'ONU grâce aux nouvelles technologies

Promotion des processus démocratiques et accès à l'information

La DDC et le SECO intègrent l'utilisation des TIC dans leurs activités lorsque ceux-ci permettent de soutenir ou d'atteindre plus rapidement les objectifs fixés, notamment la promotion des processus démocratiques et l'accès à l'information.

Responsable: DFAE / DDC
Partenaire(s): DEFR, SECO
Etat: Tâche permanente

10. Dialogue et réseaux

Plateform digitaldialog.swiss

Plateforme en ligne afin de favoriser les échanges entre toutes les parties prenantes à la transformation numérique de la Suisse. Cette plateforme est également la vitrine de la Stratégie Suisse numérique et de son plan d'action

Responsable: DETEC / OFCOM

Etat: En cours

Conférence nationale Suisse numérique 2019

Organisation de la Conférence nationale Suisse numérique en 2019

Responsable: DETEC / OFCOM

Etat: En cours

Délai: Q4-2019

Ateliers de l'organe consultatif "Transformation numérique" *

Dans le cadre d'ateliers réguliers, des acteurs politiques, économiques et scientifiques échangent leurs points de vue sur des sujets clés de la numérisation. En 2019, les principaux thèmes seront la politique des données et l'éthique, l'intelligence artificielle et les villes intelligentes. Les résultats des ateliers seront intégrés aux discussions avec le Conseil fédéral lors de ses réunions avec l'organe consultatif "Transformation numérique".

L'organe consultatif, qui se réunit plusieurs fois par an, sert à l'échange entre la politique, l'économie et la science sur des questions importantes relevant de la numérisation. Les membres de l'organe consultatif sont notamment des représentants d'entreprises, d'institutions de formation et d'associations.

Responsable: DETEC, DEFR

Partenaire(s): digitalswitzerland

Etat: En cours

Délai: Q4-2019

Dialogue avec le grand public: la Journée du digital *

La deuxième Journée du digital se déroulera le 25 octobre 2018 sous la devise "Découvrons la numérisation ensemble" et implique la population suisse dans le dialogue sur les atouts et les défis de la numérisation. La journée du digital aura à nouveau lieu en 2019.

Responsable: digitalswitzerland

Partenaire(s): Plus de 70 partenaires de l'économie, du monde scientifique et des autorités

Etat: En cours

Délai: Q4-2018